



DOCUMENT D'INFORMATION

Devenir citoyens : **sondage d'opinion auprès des Canadiens et des Canadiennes** *Commandé par la Fondation Pierre Elliott Trudeau* *en collaboration avec l'Université Dalhousie*

Objet :

En prévision du huitième Colloque annuel sur les politiques publiques de la Fondation Pierre Elliott Trudeau intitulé « Devenir citoyens : au-delà du consensus canadien sur l'immigration » (du 17 au 19 novembre 2011), la Fondation et l'Université Dalhousie ont commandé un sondage national d'opinion publique à Environics Research Group pour connaître le point de vue des Canadiens et des Canadiennes sur l'immigration au pays. À quel point les immigrants s'adaptent-ils à leur nouveau pays? Que devrait-on exiger d'eux comme conditions d'acceptation? À quelle catégorie d'immigration devrait-on accorder la priorité?

Faits saillants :

- Les Canadiens et les Canadiennes sont plutôt enclins à croire que les immigrants s'adaptent bien à leur nouveau pays en termes de recherche d'emploi bien rémunéré, de participation aux institutions civiques (comme exercer le droit de vote) et d'adoption des valeurs canadiennes.
- Les Canadiens et les Canadiennes se montrent beaucoup plus positifs que négatifs quant à l'impact général des quelque 250 000 nouveaux immigrants qui arrivent au pays chaque année.
- Il y a consensus sur les exigences que devraient satisfaire les nouveaux immigrants qui veulent s'installer au Canada. Les points les plus mentionnés sont : adopter les valeurs canadiennes de tolérance envers les autres et d'égalité des sexes; accepter la prééminence de la loi canadienne sur toute loi religieuse; et se familiariser avec l'histoire et la culture du Canada. En comparaison, le public se montre plus tolérant envers la question de l'autonomie sur le plan économique dans l'année qui suit l'arrivée des immigrants.
- Malgré l'accent mis sur l'importance d'adopter les valeurs canadiennes, il n'y a pas de consensus sur les valeurs que le public considère comme les plus importantes à adopter par les nouveaux immigrants. Les plus mentionnées sont le respect de l'histoire et de la culture canadienne et la maîtrise d'une des deux langues officielles, puis viennent la tolérance envers les autres et le respect de la loi.
- Bien que la plupart des nouveaux immigrants s'installent dans l'un des trois principaux centres urbains du pays, la plupart des Canadiens et des Canadiennes estiment qu'il serait préférable qu'ils soient répartis plus uniformément dans les différentes régions du pays. Les

résidents des communautés rurales et ceux des communautés urbaines expriment un point de vue notablement semblable sur ce sujet.

- Les Canadiens et les Canadiennes accordent une grande priorité aux immigrants qui viennent au titre de la catégorie économique, moins à ceux de la catégorie des réfugiés politiques. L'opinion est divisée quant aux politiques actuelles d'accroissement de la quantité de travailleurs étrangers temporaires.
- L'opinion des immigrants qui ont répondu au sondage est très semblable à celle des Canadiens et Canadiennes de naissance. Le groupe qui manifeste clairement une opinion négative sur les immigrants est la petite partie de Canadiens et de Canadiennes de naissance qui croient que l'immigration fait du Canada un pire endroit où vivre.

Détails des résultats

INTÉGRATION DES IMMIGRANTS

1. Dans quelle mesure trouvez-vous que les immigrants qui viennent s'installer au Canada s'adaptent bien à chacun des aspects suivants : a) trouver un emploi bien rémunéré; b) participer aux institutions civiques; et c) adopter les valeurs et les façons de vivre des Canadiens?

Les Canadiens et les Canadiennes sont plutôt enclins à croire que les immigrants réussissent à bien s'installer dans leur pays d'adoption. Une courte majorité croit qu'ils arrivent facilement à trouver un emploi bien rémunéré (59 %), à participer aux institutions civiques (comme exercer le droit de vote) (57 %) et à adopter les valeurs et les façons de vivre des Canadiens (55 %), bien que peu indiquent qu'ils y arrivent « très bien », en comparaison à « généralement bien. » Des minorités appréciables divergent sur ce point de vue, bien que moins dans le cas de la participation civique, point sur lequel un répondant sur six (15 %) dit ne pas avoir d'opinion.

Les points de vue sur cette question varient au pays. Les opinions les plus positives pour les trois domaines d'intégration proviennent du Canada atlantique et des résidents de moins de 30 ans. Pour ce qui est de trouver un emploi bien rémunéré, ce sont les résidents des Prairies qui se montrent les plus positifs, tandis que l'Ontario et le Québec, ainsi que les allophones et les immigrants eux-mêmes, manifestent un point de vue un peu moins positif. Pour ce qui est de la participation civique, les opinions positives sont plus répandues au Québec et moins présentes dans les Prairies. Les Canadiens et Canadiennes qui ont un diplôme universitaire sont plus enclins à considérer que les immigrants s'adaptent bien en termes d'adoption des valeurs et façons de vivre canadiennes, alors que les résidents de l'Ontario et des régions rurales partagent moins ce point de vue.

2. Selon vous, les immigrants qui viennent s'installer au Canada le font-ils dans l'espoir de faire du Canada un endroit ressemblant un peu plus à celui d'où ils viennent, en termes de valeurs et de pratiques culturelles?

La majorité des Canadiens et des Canadiennes croient que les immigrants qui viennent au pays souhaitent conserver certaines de leurs valeurs et pratiques culturelles et, ce faisant, font de leur nouveau pays un endroit ressemblant un peu à leur pays d'origine. Plus de la moitié des répondants

se disent tout à fait d'accord (14 %) ou d'accord (43 %) avec cet énoncé, alors que quatre répondants sur dix se disent en désaccord (32 %) ou tout à fait en désaccord (7 %).

Les résidents du Manitoba et de la Saskatchewan, ainsi que ceux qui ont les plus faibles revenus, sont plus enclins à se dire d'accord avec l'énoncé. Les résidents du Québec (particulièrement ceux de Montréal), ceux qui vivent en milieu urbain et ceux qui sont plus scolarisés se disent moins d'accord avec l'énoncé.

3. *Pensez-vous, dans l'ensemble, que l'arrivée d'environ 225 000 immigrants par année au Canada fait du pays un meilleur, ou un pire endroit où vivre?*

Les Canadiens et les Canadiennes se montrent beaucoup plus positifs que négatifs quant à l'impact général de l'immigration sur le pays. Trois fois plus de répondants estiment que l'immigration fait du Canada un meilleur endroit (47 %) par opposition à un pire endroit (16 %), le reste des répondants indique que l'immigration n'apporte aucun changement (29 %) ou se dit incapable de donner une réponse (8 %).

L'opinion sur cette question varie notablement au sein de la population. L'impact positif de l'immigration est plus souvent exprimé par les résidents de Toronto et Vancouver ainsi que chez les Canadiens et Canadiennes qui sont plus scolarisés, les allophones et les immigrants eux-mêmes. Ce point de vue est moins partagé par les résidents du Manitoba, par ceux qui n'ont pas terminé leur diplôme d'études secondaires et par les Canadiens et Canadiennes de naissance qui ne connaissent aucun immigrant.

Pour tout groupe, pas plus d'un répondant sur cinq affirme que l'impact de l'immigration a fait du pays un pire endroit où vivre. Cependant, cette minorité se démarque comme celle qui exprime le plus souvent une opinion négative sur les immigrants et l'immigration dans la plupart des sujets abordés au cours du sondage.

4. *Quelles conditions les immigrants devraient-ils être tenus de remplir pour être acceptés au pays?*

On a demandé aux répondants d'indiquer, pour sept types d'exigences précises, si chacune d'elles devait devenir une condition d'acceptation pour l'immigration au pays. Une claire majorité indique, pour chacun des cas, que l'exigence en question devrait former une condition d'acceptation, bien que la taille de cette majorité varie considérablement. Pratiquement tous les Canadiens et les Canadiennes estiment que les nouveaux immigrants devraient être tenus d'adopter les valeurs canadiennes de tolérance envers les autres et d'égalité des sexes (97 %), et près de neuf répondants sur dix expriment la même opinion quant à l'acceptation de la prééminence de la loi canadienne sur toute loi religieuse (89 %) et à la familiarisation avec l'histoire et la culture du Canada (88 %).

Près de huit répondants sur dix indiquent que les immigrants devraient être tenus d'éduquer leurs enfants comme des Canadiens (79 %), de maîtriser parfaitement l'anglais ou le français (78 %) et de faire des efforts pour créer des liens avec des non-immigrants en dehors de leur groupe ethnique (77 %). En comparaison, seuls six répondants sur dix (59 %) estiment que les immigrants devraient être tenus de devenir autonome sur le plan économique dans l'année de leur arrivée.

Ces points de vue sont semblables partout au pays, mais les résidents du Québec mettent plus d'accent sur la maîtrise d'une des langues officielles et sur la création de liens avec des non-immigrants, alors que les résidents de l'Ontario et de la Colombie-Britannique sont plus enclins à mentionner l'importance d'accepter la prééminence de la loi canadienne.

5. *Quelles sont, selon vous, les valeurs canadiennes les plus importantes que les immigrants doivent apprendre et adopter lorsqu'ils viennent s'installer au pays?*

Les Canadiens et les Canadiennes énumèrent un certain nombre de valeurs (de façon spontanée, sans leur donner de choix de réponses) que, selon eux, les immigrants devraient adopter quand ils s'installent au pays. Les plus fréquentes sont le respect de l'histoire et de la culture du Canada (28 %) et la maîtrise d'une des langues officielles du pays (26 %). Les autres valeurs indiquées sont la tolérance envers les autres (19 %), le respect de la loi (17 %), le respect de la religion (9 %), l'importance de l'assimilation (9 %), l'égalité des sexes (7 %), une saine éthique de travail (5 %) puis la démocratie, la liberté et la paix (5 %). Un répondant sur six (16 %) ne peut énumérer une quelconque valeur canadienne pour cette question.

Les points de vue sur les valeurs canadiennes importantes sont remarquablement cohérents parmi la population, avec quelques petites variantes. La maîtrise d'une langue officielle est plus fréquemment indiquée par les résidents de la Colombie-Britannique, les répondants qui ont un plus faible revenu et ceux qui ont 60 ans et plus. Le respect de l'histoire et de la culture est davantage mentionné par les gens de 45 ans et plus, alors que le respect de la religion est plus souvent indiqué au Québec. Le Canada atlantique et les répondants de moins de 45 ans sont moins enclins à indiquer une quelconque valeur importante. Le fait le plus notable est sans doute que l'opinion au sujet des valeurs importantes est essentiellement la même chez les Canadiens et Canadiennes de naissance que chez les immigrants eux-mêmes.

INSTALLATION EN MILIEU URBAIN OU RURAL

6. *La tendance actuelle, selon laquelle la plupart des immigrants s'installent dans les grandes villes du pays, est-elle la meilleure, ou serait-il préférable qu'ils soient répartis plus uniformément dans le pays?*

Pendant le sondage, on a rappelé aux répondants que la plupart des immigrants qui viennent au Canada s'installent dans les trois plus grandes villes, soit Montréal, Toronto et Vancouver. Seul un répondant sur six (15 %) indique que cette tendance est la meilleure, comparativement aux trois-quarts des répondants (74 %) qui indiquent qu'il serait préférable que les immigrants se répartissent plus uniformément dans le pays. Dix pour cent des répondants n'ont pas d'opinion sur cette question.

La préférence pour une répartition plus uniforme des immigrants est le point de vue dominant partout au pays, bien que les résidents du Manitoba sont plus enclins (87 %) à partager ce point de vue, contrairement aux résidents de Vancouver (64 %) et aux répondants de 30 à 44 ans (68 %). Les résidents des plus grands centres urbains sont légèrement un peu plus en faveur avec la tendance actuelle (19 %), comparativement à ceux qui vivent dans des collectivités plus petites (13 %). Il n'y a pas de différence de point de vue entre les Canadiens et Canadiennes de naissances et les immigrants.

CATÉGORIES D'IMMIGRATION

7. *À quelles catégories d'immigration devrait-on accorder la priorité?*

Peu de Canadiens et Canadiennes sont au courant des catégories d'immigration au pays ou de la quantité d'immigrants qui sont acceptés dans chacune d'elles. Mais quand on le leur demande explicitement, ils expriment leur opinion quant à la priorité qui devrait être accordée à chacune des catégories.

Immigrants économiques. Parmi les trois catégories actuelles, les répondants sont plus enclins à dire qu'une plus grande priorité devrait être accordée aux immigrants qui sont admissibles en fonction de leur éducation et de leur employabilité (51 %), le reste indiquant pour la plupart que cette catégorie devrait conserver la même priorité qu'actuellement (42 %); seuls 4 % des répondants indiquent qu'on devrait accorder une moins grande importance à cette catégorie. L'accent mis sur cette catégorie d'immigration est plus fréquent chez les immigrants, les Canadiens et les Canadiennes qui vivent dans les grands centres urbains, les hommes, les répondants de 60 ans et plus et ceux qui ont les plus hauts niveaux de revenu et de scolarisation. Les résidents du Canada atlantique et du Québec sont moins enclins à partager ce point de vue.

Regroupement familial. Un tiers (35 %) des répondants estiment que le Canada devrait accorder une plus grande priorité aux immigrants qui ont des parents vivant au Canada, tandis que le reste des répondants indiquent que le Canada devrait y accorder la même priorité (55 %) ou une moins grande priorité (8 %). Les points de vue sur cette question sont semblables dans l'ensemble du pays, mais les résidents du Québec et les immigrants sont plus enclins à y accorder une plus grande priorité alors que les résidents de Vancouver y sont moins enclins. Pas plus de 12 % de tout groupe est en faveur d'accorder une priorité moindre au regroupement familiale comme mode d'acceptation des immigrants.

Réfugiés. Trois répondants sur dix (30 %) indiquent que le pays devrait accorder une plus grande priorité à la catégorie des réfugiés politiques, comparativement à 45 % qui estiment que la priorité devrait rester la même et à un répondant sur cinq (21 %) qui dit qu'elle devrait être de moindre importance. Les résidents de l'Alberta, ceux qui ont un diplôme universitaire, les répondants entre 18 et 29 ans et les Canadiens et Canadiennes de naissance qui ont des amis ou parents immigrants sont plus enclins à accorder davantage d'importance à cette catégorie. Par opposition, les Canadiens et Canadiennes qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires, ceux qui ont 60 ans et plus et les immigrants eux-mêmes ont davantage tendance à accorder une priorité moindre à cette catégorie.

8. *Croyez-vous que les réfugiés qui viennent au Canada et souhaitent y rester devraient avoir droit aux services d'aide juridique pour les aider à payer leurs revendications?*

L'appui comparativement faible envers la catégorie d'immigration des réfugiés politiques se reflète davantage dans le manque de consensus sur l'accès des individus aux services d'aide juridique qui les aide à payer les frais de leurs revendications pour rester au pays. L'opinion est très partagée entre ceux qui appuient ce type de droit (48 %) et ceux qui ne l'appuient pas (44 %). Le reste des répondants indique que cela dépend (par exemple, des circonstances individuelles ou du pays d'origine) (3 %) ou n'a pas d'opinion à exprimer sur cette question (5 %).

L'appui envers l'aide juridique pour les réfugiés est plus souvent manifesté dans le Canada atlantique, au Québec, par les Canadiens et Canadiennes qui ont les plus faibles revenus et par ceux qui sont plus scolarisés. L'âge semble être le principal facteur de prédiction pour cette question, puisque 70 % des répondants de moins de 30 ans sont en faveur de l'aide juridique, comparativement à 36 % chez les 60 ans et plus. À noter que les Canadiens et Canadiennes de naissance qui ont des amis ou parents immigrants sont plus en faveur de ce type d'aide que ne le sont les immigrants eux-mêmes et les citoyens de naissance qui n'ont pas de tels liens. L'opposition à ce type d'aide est plus manifeste chez les Canadiens et les Canadiennes qui estiment que l'immigration fait du pays un pire endroit où vivre (77 %).

9. *Approuvez-vous, ou non, le fait d'accepter un nombre croissant de travailleurs temporaires étrangers pour combler les postes vacants au Canada?*

Pendant le sondage, on a rappelé aux répondants qu'au cours des dernières années un plus grand nombre d'immigrants sont entrés au Canada comme travailleurs temporaires pour combler des postes vacants dans des industries particulières, puis sont retournés dans leur pays d'origine une fois le travail terminé. L'opinion sur cette tendance est véritablement partagée : trois répondants sur dix (33 %) indiquent qu'ils approuvent la politique d'accepter un plus grand nombre de travailleurs temporaires, alors qu'un tiers d'entre eux (35 %) la désapprouve; une part appréciable de répondants (32 %) dit ne pas avoir d'opinion claire sur le sujet.

Les résidents du Québec (particulièrement ceux de Montréal) et les Canadiens et Canadiennes qui ont les plus hauts niveaux de scolarisation et de revenu se montrent plus favorables envers l'accroissement du nombre de travailleurs temporaires. L'opposition à cette politique est plus manifeste chez les résidents du Manitoba, ceux de l'Ontario et chez les Canadiens et Canadiennes de 45 à 59 ans, ainsi que chez ceux qui croient que l'immigration est nocive pour le pays.

Méthodologie

Les résultats sont tirés d'un sondage téléphonique effectué par Environics Research Group entre le 11 et le 22 octobre 2011 auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 Canadiens et Canadiennes adultes (de 18 ans ou plus). Aux fins de l'analyse, l'échantillon a été segmenté selon les provinces et la taille des communautés afin d'assurer une représentation adéquate de tous les éléments de la population. L'erreur d'échantillonnage est de plus ou moins 2,1 %, 19 fois sur 20. La marge d'erreur est plus grande pour les résultats des sous-groupes régionaux ou sociodémographiques.

Les questions du sondage ont été conçues par les chercheurs principaux d'Environics en collaboration avec des représentants de la Fondation Pierre Elliott Trudeau et de l'Université Dalhousie.